

Cote du document: EB 2022/135/R.17
Point de l'ordre du jour: 11 a)
Date: 31 mars 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres et sur la riposte générale du FIDA à la COVID-19

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Ashley Anne Davidson

Chargée d'appui au programme (Mécanisme de relance
en faveur des populations rurales pauvres)
téléphone: +39 06 5459 2160
courriel: a.davidson@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Examen**

I. Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

1. Le présent document correspond au sixième compte rendu établi à l'intention du Conseil d'administration sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ci-après le Mécanisme de relance) et sur les mesures prises de manière plus générale par le FIDA pour faire face à la pandémie de COVID-19. Il présente les dernières informations disponibles sur les financements approuvés et les projets exécutés au titre du Mécanisme de relance, ainsi que sur les activités financées grâce à la réorientation de fonds alloués à des projets du FIDA et sur l'appui apporté aux pouvoirs publics pour les politiques et les analyses. Comme à l'accoutumée, un additif au présent rapport sera publié avant la prochaine session du Conseil, de sorte que les chiffres et renseignements les plus récents sur le sujet soient disponibles.
2. Comme convenu avec les donateurs du Mécanisme de relance, un examen intermédiaire détaillé de ce mécanisme sera mis à disposition d'ici au 30 septembre 2022. Il sera établi à partir des rapports de situation déjà communiqués aux membres du Conseil et présentera les premiers résultats au regard du cadre de gestion des résultats du Mécanisme de relance. En 2023, un rapport définitif, rendant compte de tous les résultats et les enseignements tirés dans les rapports d'achèvement des projets menés au titre du Mécanisme de relance, sera établi de manière à donner une vue d'ensemble du Mécanisme.

A. Financements approuvés à ce jour

3. Sur les 89,0 millions d'USD mis à disposition au titre du Mécanisme de relance, un montant de 86,6 millions d'USD (97%) a été approuvé à ce jour au profit de 55 projets portant sur un seul pays et de 9 projets visant plusieurs pays, à quoi s'ajoutent des cofinancements à hauteur de 22,0 millions d'USD.
4. Le retard constaté dans l'approbation des fonds restants s'explique principalement par les efforts déployés par la direction pour veiller à allouer les fonds aux populations vivant dans les contextes les plus difficiles, et ce, en dépit des difficultés. Sur les 2,4 millions d'USD restants à approuver, un montant de 1,5 million d'USD a été engagé pour compléter le projet en cours mené au titre du Mécanisme de relance en République démocratique du Congo. Le retard d'approbation des fonds correspondants s'explique par un contretemps dans le projet y afférent, le projet principal utilisé aux fins du premier cycle d'allocation des ressources ayant obtenu une note de gestion financière inférieure au seuil requis pour les projets du FIDA. La proposition est en cours d'examen et devrait aboutir d'ici à septembre. Un montant supplémentaire de 1,1 million d'USD, déjà approuvé en août 2021 avant la crise politique actuelle et l'application des sanctions, est attribué à l'Afghanistan. Le FIDA finit d'étudier les meilleurs moyens de continuer d'engager des fonds en fonction de la situation du pays. Étant donné l'ampleur des besoins engendrés par les répercussions de la COVID-19, la direction est résolue à laisser ses ressources dans ces pays. De plus, elle s'efforce de faire approuver les fonds dans le cadre des nouvelles modalités d'ici à avril, sans exclure la possibilité de les réaffecter ailleurs si aucune solution ne se dégage. Elle a identifié un certain nombre de projets particulièrement efficaces et propices à des décaissements rapides qui pourraient, si besoin, bénéficier des fonds réaffectés.
5. Le solde final de 0,91 million d'USD se compose de plusieurs allocations inutilisées par pays d'un faible montant. Il a été décidé de le diviser pour que les projets performants menés dans les pays hautement prioritaires bénéficient d'un financement additionnel. Cette décision devrait être approuvée d'ici à avril. Compte tenu de l'accélération des décaissements dans les projets bénéficiaires visés et de la persistance des graves répercussions de la COVID-19 dans ces pays, la direction

est convaincue que les projets apporteront un appui indispensable et seront achevés en temps voulu malgré le stade avancé auquel se trouve le Mécanisme.

6. Le tableau 1 ci-après présente la dernière ventilation approximative des fonds approuvés au titre du Mécanisme de relance, par région et par catégorie de revenu. Les financements approuvés continuent de cibler essentiellement les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et environ 41 millions d'USD (47%) ont été alloués à des pays en situation de fragilité¹.

Tableau 1

Financements approuvés au titre du Mécanisme de relance, par catégorie de revenu et par région
(en millions d'USD, sur un montant total de 86,6 millions d'USD)

<i>Catégorie de revenu</i>		<i>Région</i>	
Faible revenu	44,5 (51%)	Asie et Pacifique	17,6 (20%)
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	37,6 (43%)	Afrique orientale et australe	29,7 (34%)
		Amérique latine et Caraïbes	4,8 (6%)
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4,5 (5%)	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	9,6 (11%)
		Afrique de l'Ouest et du Centre	25,1 (29%)

7. Sur les 86,6 millions d'USD approuvés, environ 42% ont été alloués pour répondre aux besoins urgents d'intrants des agriculteurs pour les prochaines périodes de semis, 31% pour améliorer l'accès aux marchés, notamment sous forme d'un appui à l'entreposage et au transport, 9% pour les financements ruraux et 21% pour les services numériques.

B. État d'avancement et performance des projets

Exécution des projets

8. Depuis la dernière présentation d'informations actualisées au Conseil d'administration en décembre 2021, des progrès considérables ont été réalisés dans l'exécution de l'ensemble des projets menés au titre du Mécanisme de relance. Plusieurs projets ont déjà été achevés et sont en passe d'être clôturés. De plus, tous les projets en cours sont en bonne voie d'être achevés avant la date de clôture des projets menés au titre du Mécanisme, c'est-à-dire juin 2022. Depuis les dernières informations actualisées, le montant décaissé est passé de 39 millions d'USD à 64 millions d'USD (soit 75% des fonds approuvés) qui se répartissent dans 62 des 64 projets approuvés au titre du Mécanisme de relance. Cela comprend dix projets pour lesquels aucun montant n'a été précédemment décaissé ainsi qu'un projet approuvé fin 2021. En outre, plusieurs demandes de retrait sont en cours de traitement: le montant décaissé va donc continuer de progresser jusqu'à la date de fin du Mécanisme de relance.
9. Compte tenu des décaissements à venir et des renseignements recueillis au moyen de bilans réguliers réalisés auprès des équipes de pays, la direction est convaincue que la grande majorité des projets sont en bonne voie d'être achevés avant le 30 juin 2022. La direction a fixé à juin, et non au 30 septembre 2022, date de fin du Mécanisme de relance, l'achèvement des projets menés à ce titre. Objectif: se ménager un filet de sécurité dans les cas exceptionnels où les projets nécessitent un délai supplémentaire. Néanmoins, elle continue de surveiller attentivement le portefeuille de projets du Mécanisme de relance afin d'éviter les retards d'exécution: elle assure chaque semaine un contrôle supplémentaire de tous les projets ainsi qu'un suivi de ceux qui présentent un profil de décaissement inférieur à la moyenne. La fréquence de suivi de ce portefeuille est amenée à s'accroître alors que le Mécanisme de relance approche de son terme.

¹ Sur la base de la liste des pays en situation de fragilité et touchés par un conflit établie par la Banque mondiale pour 2021 (en anglais seulement): <http://pubdocs.worldbank.org/en/888211594267968803/FCList-FY21.pdf>.

Études d'impact rapides en cours

10. Le rapport de situation intérimaire de septembre 2022 présentera les données disponibles pour l'ensemble des trois niveaux d'indicateurs figurant dans le cadre de gestion des résultats du Mécanisme de relance: i) les résultats en matière de développement; ii) la portée et les prestations de services; iii) l'efficacité et l'efficacité opérationnelles. Le rapport d'achèvement de juin 2023 communiquera les résultats définitifs de l'ensemble du portefeuille.
11. Les systèmes de suivi interne recueillent en permanence les données des indicateurs des niveaux II et III. Certains projets touchent à leur fin et la collecte des données primaires requises pour un échantillon de projets en vue de l'établissement de rapports d'impact de niveau I est en bonne voie. L'étude du premier échantillon de projets à Djibouti a été récemment achevée avec le soutien de la Division recherche et évaluation de l'impact. Le rapport est en cours de finalisation. Les résultats seront présentés dans l'additif de ce rapport à paraître début avril. Comme indiqué, la direction espère être en mesure de communiquer les résultats des échantillons de projets additionnels dans le rapport intérimaire de septembre. La collecte des données devrait, dans l'ensemble, avoir démarré d'ici à mai dans plus de la moitié des échantillons de projets. Certains seront achevés avant septembre et figureront donc dans ce rapport.

Activités de gestion des connaissances

12. Il est primordial de recueillir et d'intégrer les enseignements tirés du Mécanisme de relance dans un double objectif: répondre efficacement aux problèmes mondiaux potentiels qui touchent de manière disproportionnée les populations rurales pauvres et soutenir leur résilience face aux chocs futurs. À mesure que les projets sont exécutés ou achevés, le FIDA continuera de porter une attention accrue aux enseignements à tirer.
13. S'appuyant sur la stratégie de gestion des connaissances du Mécanisme de relance, le FIDA a mis au point plusieurs supports de connaissances à cette fin: entre autres, blogs internes et externes, activités d'apprentissage et notes thématiques sur la COVID-19 dans des domaines tels que l'agriculture numérique et les services financiers inclusifs. Une activité d'apprentissage menée au titre du Mécanisme de relance en janvier 2022 dans le cadre d'une série en cours en est l'exemple le plus récent. Cette activité a principalement porté sur deux points: tirer des enseignements des projets multipays exécutés dans le cadre du Mécanisme de relance et trouver des moyens d'utiliser ces initiatives multinationales pour que les interventions en cas de crise soient plus efficaces et collaboratives à l'avenir.
14. Les discussions entre le personnel du FIDA et les personnes chargées d'exécuter des projets menés au titre du Mécanisme de relance ont mis en évidence les enseignements pertinents à approfondir: par exemple, la rapidité des décaissements plus élevée en moyenne pour les projets régionaux que pour les projets portant sur un seul pays (donnée validée par les systèmes de suivi interne), ces projets facilitant par ailleurs le partage des connaissances et la concertation sur les politiques entre les pays. Ce n'est pas tout: les discussions ont mis au jour la capacité des partenaires d'exécution, en particulier les organisations paysannes, à offrir des moyens d'intervention souples et pérennes lors des situations d'urgence. Ces expériences étaient similaires dans les différents contextes d'exécution. L'activité s'est accompagnée d'une note thématique publiée récemment sur le site Web du FIDA².

² La note thématique sur l'activité d'apprentissage qui s'est tenue en janvier 2022 est disponible à l'adresse suivante (en anglais seulement): https://www.ifad.org/documents/38714170/42023505/covid_learning6.pdf/6ef6a30d-473d-57dd-6a92-4cc1cc9b0518?t=1646654382706.

II. Autres mesures de soutien face à la COVID-19

15. Deux vastes projets d'urgence en cours d'exécution en Côte d'Ivoire et au Ghana figurent parmi les autres mesures de soutien adoptées par le FIDA pour atténuer les effets de la COVID-19. En outre, le troisième guichet du Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire Chine-FIDA, lui aussi principalement axé sur la riposte à la COVID-19, comprend des dons approuvés pour l'Afghanistan, Cuba, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et le Tadjikistan dans la même optique. Par exemple, le don au Kenya et au Rwanda, qui cible 2 800 petits producteurs céréaliers, vise entre autres une série de mesures d'appui pour favoriser le relèvement après la COVID-19, dont une plateforme numérique destinée à encourager le transfert de connaissances sur les solutions agricoles novatrices entre les deux pays.
16. Aucune réorientation de fonds n'a été approuvée depuis les dernières informations actualisées. Cependant, les effets de la réorientation massive exécutée sur la période 2020-2021 commencent à se faire sentir. Par exemple, grâce à la réaffectation des 560 000 USD disponibles au titre du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole à Madagascar, le FIDA a pu former et employer 2 500 jeunes ruraux dans le domaine des programmes de travaux publics, et ainsi contribuer à réaménager 150 hectares de terres irriguées pour les agriculteurs locaux. Cette initiative a permis aux bénéficiaires de disposer d'une source de revenus malgré les répercussions de la COVID-19 et contribuera à faire en sorte que les objectifs à plus long terme définis dans le cadre du programme pour soutenir les moyens d'existence des jeunes ruraux demeurent sur la bonne voie.
17. Les fonds réaffectés ont aussi servi à mobiliser des cofinancements auprès des autres partenaires pour appuyer des mesures d'urgence face à la pandémie de COVID-19. Par exemple, après la réaffectation de 15 millions d'USD correspondant au Programme d'intermédiation financière rurale (phase III) en Éthiopie en 2020, l'objectif étant de fournir un apport de liquidités et un sursis de paiement aux clients des services de microfinance, l'Union européenne a décidé en 2021 d'apporter un cofinancement supplémentaire de 15 millions d'USD. La mise en œuvre de cette initiative conjointe est en cours; à la fin de cette étape, le total des fonds devrait permettre de venir en aide à environ 1,5 million de petits exploitants.
18. S'agissant de l'appui aux politiques et aux analyses, à l'heure actuelle, des études sont prévues, en cours ou achevées dans 46 pays et au niveau des régions (voir l'annexe II pour une vue d'ensemble de ces études). Elles sont en majorité menées en collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organismes de développement, et la plupart sont consacrées à des évaluations rapides de la situation du secteur agricole ou rural, l'accent étant souvent mis sur les difficultés rencontrées par les femmes et les jeunes.
19. Par exemple, le FIDA, la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont uni leurs efforts dans une étude publiée récemment pour évaluer la capacité des investissements dans l'agriculture à améliorer les effets sur la santé, à assurer d'autres moyens d'existence aux populations rurales, à renforcer l'autosuffisance alimentaire et économique et à accroître la résilience face aux chocs extérieurs dans le Pacifique. Dans le cadre de l'action menée par les Nations Unies pour atténuer les répercussions de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires dans les îles du Pacifique, ce rapport présente une analyse consolidée des enjeux liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition avant la pandémie. De plus, il décrit les principales mesures à prendre pour lutter contre les effets actuels de la crise sanitaire, éclairer les plans de relèvement à moyen et long terme et mieux s'armer face aux futures crises. Il témoigne des enjeux de développement transversaux

auxquels sont confrontés en particulier les petits États insulaires en développement et met l'accent sur le relèvement après la COVID-19 grâce aux systèmes alimentaires³.

III. Collaboration en cours avec le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement

20. Le FIDA a participé à ce jour à cinq projets ayant reçu des financements au titre du Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement. Un sixième projet prévu au Brésil n'a malheureusement pas vu le jour en raison de l'impossibilité pour les organismes des Nations Unies participants de mobiliser les ressources nécessaires. À titre de rappel, les cinq projets abordés dans de précédents rapports présentés au Conseil concernaient le Viet Nam, l'Eswatini, le Panama et, dans deux cas, la région du Pacifique. Le FIDA continue d'explorer les possibilités de travailler avec les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires et de favoriser la recherche de synergies avec le Mécanisme de relance.

³ Les études et rapports accessibles au public concernant les répercussions de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont axés, pour la plupart, sur les Fidji, les Îles Salomon et le Samoa. Certains incluent Kiribati, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu. Cependant, on dispose de moins d'informations sur les autres pays insulaires du Pacifique. Ce rapport (en anglais seulement) ne couvre pas la Papouasie-Nouvelle-Guinée.
https://www.ifad.org/documents/38714170/44935339/pacific_covid_recovery.pdf/650af032-e003-595f-12ea-8c45f7197c7c?t=1644853380565.

Vue d'ensemble des propositions approuvées au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

Résumé des projets approuvés à ce jour au titre du Mécanisme de relance

<i>Projets multipays</i>		
Asie et Pacifique: 8 pays ⁴ (projet autonome mis en œuvre par l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, une fédération d'associations paysannes)	Pilier 1 ⁵ . Fournir des intrants agricoles et appuyer les activités de commercialisation dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs négociés ou mis en place par des organisations paysannes.	2,0 millions d'USD
Afrique orientale et australe, et Afrique de l'Ouest et du Centre: 22 pays ⁶ (projet autonome mis en œuvre par l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles, une fédération d'associations paysannes)	Piliers 1 à 4 . S'employer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, à adapter et à restaurer la production alimentaire en favorisant l'accès aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités, et en diffusant des informations sur les disponibilités alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments.	1,5 million d'USD (plus 2,2 millions d'USD de cofinancement)
Corne de l'Afrique: Djibouti, Érythrée, Somalie et Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Seed Systems Group)	Pilier 1 . Accorder aux entreprises semencières de premier plan, aux agriculteurs chefs de file et aux instituts de recherche des subventions en cascade pour leur permettre de fournir des semences et de former de jeunes conseillers locaux aux services de vulgarisation.	2,5 millions d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Burkina Faso, Mali, Niger (projet autonome mis en œuvre par le Réseau Billital Maroobé, qui regroupe de nombreuses organisations paysannes)	Piliers 1 et 4 . Mettre l'accent sur les zones transfrontalières, fournir aux organisations pastorales et agropastorales des aliments pour animaux, des semences subventionnées, des services vétérinaires ainsi que des bovins et des petits ruminants (pour les personnes extrêmement pauvres). Aider en outre à mettre en place une plateforme numérique pour suivre la situation des éleveurs pastoraux et les répercussions de la COVID-19 sur cette population, et contribuer à guider l'élaboration des politiques et à promouvoir l'inclusion de ce groupe dans la nouvelle législation.	1,5 million d'USD (plus 0,9 million d'USD de cofinancement)
Kenya, Nigéria et Pakistan (projet autonome mis en œuvre par Precision Development)	Pilier 4 . Donner des conseils agricoles personnalisés au moyen d'une application pour téléphone mobile, de manière à créer un canal d'information bidirectionnel par lequel les agriculteurs pourront recevoir à moindre coût des conseils qui leur permettront d'améliorer leurs pratiques agricoles et leur accès aux marchés.	3,2 millions d'USD (plus 1,7 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme de dons ordinaires)
Région du Pacifique: Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Samoa, Tonga, Vanuatu (projet autonome mis en œuvre par l'intermédiaire des unités de gestion des projets du FIDA dans chaque pays)	Piliers 1, 2 et 4 . Fournir des intrants, un fonds de roulement pour la préparation des sols, du matériel et une formation sur la production et la transformation après récolte et sur le stockage. Soutenir par ailleurs les filières qui sont compatibles avec les mesures prises pour faire face à la COVID-19, et aider les pouvoirs publics à collecter des données sur les effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Faciliter en outre la fourniture de services d'appui aux entreprises et d'autres aides aux petites entreprises. L'équipe du projet mettra en place des plateformes et des tableaux de bord consacrés à l'action menée face à la COVID-19 afin de diffuser des informations concernant les objectifs d'étape, des données en temps réel sur les effets directs, ainsi que des données issues de contributions participatives sur la production et la consommation alimentaires. Le projet permettra également de favoriser le développement et la reproduction à plus grande échelle de solutions numériques ayant fait leurs	3,0 millions d'USD (plus 6,5 millions d'USD de cofinancement)

⁴ Liste complète des pays: Cambodge, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Viet Nam.

⁵ Les piliers du Mécanisme de relance sont les suivants: 1) fourniture d'intrants et de moyens de production élémentaires; 2) facilitation de l'accès aux marchés; 3) fonds ciblés destinés à préserver les services, les marchés et les emplois des populations rurales pauvres; 4) fourniture d'informations en rapport avec l'agriculture au moyen de services numériques.

⁶ Liste complète des pays: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Eswatini, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tchad, Tunisie.

	preuves pour l'établissement de liens avec les marchés (y compris des plateformes de commerce en ligne pour les petites et moyennes entreprises), le conseil agricole et la sensibilisation à la nutrition.	
État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Pérou (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Agriterra)	Pilier 4. Créer une large panoplie de services numériques, accompagnée d'une gamme d'activités comprenant l'offre de matériel et de formations connexes, la mise en relation des organisations de producteurs avec les acheteurs du secteur privé et le renforcement de leurs capacités en matière de commerce en ligne, l'appui aux groupements souhaitant établir des procédures et des protocoles certifiés sur la biosécurité et la gestion des risques, et la mise à disposition de technologies numériques au profit des prestataires de services financiers locaux pour assurer la continuité de leurs opérations.	2,3 millions d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
El Salvador, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation)	Piliers 3 et 4. Apporter un appui financier et technique aux sociétés de technologie financière ou agricole en vue de les aider à adapter leurs modèles d'activité pour répondre aux besoins des petits producteurs ruraux, notamment des coopératives, des organisations de producteurs et, en particulier des femmes, des jeunes et des populations autochtones.	2,5 millions d'USD (plus 0,7 million d'USD de cofinancement)
Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Afrique de l'Est: Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'Autorité de coordination de transit et de transport du corridor nord)	Pilier 2. Mieux réagir aux bouleversements du commerce transfrontière le long du corridor nord; bonne communication et coordination de la réglementation frontalière, formations dispensées aux organisations paysannes et aux MPME de façon à améliorer leur marge de négociation collective, appui concernant la logistique et les entrepôts à l'intention des organisations paysannes et des MPME (y compris par la création de centres d'agrégation ruraux).	2,0 millions d'USD (plus 0,6 million d'USD de cofinancement)
<i>Projets portant sur un seul pays</i>		
Afghanistan (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet d'élevage et d'agriculture communautaires financé par le FIDA)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, des moyens de production de base et un appui supplémentaire grâce aux unités vétérinaires de terrain, aux banques de fourrage et aux investissements actuellement réalisés par le FIDA dans les filières laitières.	2,0 millions d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Angola (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila)	Piliers 1 et 2. Fournir des lots d'intrants comprenant des semences, des engrais et une machette, et proposer des formations sur les pratiques agronomiques, la récupération de l'eau, la COVID-19 et la nutrition. Apporter en outre un capital de démarrage pour permettre à des groupes de jeunes de fabriquer du savon pour les mains, et diffuser des informations sur les marchés à la radio, organiser des foires commerciales rurales et dispenser des formations sur les techniques de commercialisation et de négociation. Distribuer par ailleurs des masques fabriqués localement par des femmes.	1,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Bangladesh (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne)	Pilier 1. Mener des activités à impact rapide consistant à fournir des intrants et à appuyer le renforcement des capacités d'exploitation de jardins potagers familiaux produisant des denrées à forte valeur ajoutée et riches en nutriments dans les zones côtières.	2,0 millions d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
Bénin (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché)	Piliers 1 et 2. Appuyer les filières du riz en fournissant des intrants et des machines pour la production, des tricycles pour le transport des marchandises vers les marchés et des machines pour la transformation après récolte.	1,0 million d'USD
Burkina Faso (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles)	Piliers 1, 2 et 4. Proposer des intrants à prix subventionnés (y compris des semences de variétés résilientes face aux changements climatiques), du matériel, des formations et des actions de vulgarisation relatives aux services d'information numérique pour les jardins maraîchers pendant la saison sèche. Créer une plateforme de commercialisation numérique et un centre d'appels consacré à l'information sur les marchés, et promouvoir l'établissement de partenariats dans les filières maraîchères.	1,5 million d'USD

Burundi (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement des filières)	Piliers 1 et 2. Fournir des kits agricoles contenant des semences de variétés hybrides, des engrais et des produits phytosanitaires au cours des deux prochaines saisons; dispenser des formations sur les pratiques de production; diffuser des informations météorologiques et commerciales.	1,5 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Cambodge (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants, dispenser des cours de formation en ligne et accélérer la mise en service d'une application polyvalente pour téléphone mobile destinée aux petits exploitants.	1,2 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme de dons ordinaires)
Cameroun (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants, des machines et une assistance technique pour la production agricole et animale. Améliorer l'accès aux marchés en créant des débouchés temporaires, en apportant un appui à l'entreposage et en établissant des liens avec les acheteurs sur des plateformes numériques.	1,1 million d'USD
Comores (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales)	Piliers 1 et 2. Proposer des intrants et des activités de formation, en partenariat avec des établissements de recherche locaux, afin de développer la rotation des cultures et d'encourager le recours à des variétés améliorées. En outre, rénover une sélection d'infrastructures de marché pour le stockage, la vente et le transport dans les zones rurales et périurbaines.	0,7 million d'USD
Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales)	Pilier 1. Intervenir par l'intermédiaire des organisations de producteurs pour appuyer les secteurs de la production végétale, animale et aquacole, en proposant des intrants (y compris des semences de variétés maraîchères résilientes face aux aléas climatiques, des alevins, des poussins, des aliments pour animaux et des produits vétérinaires), des stations météo connectées, et une formation aux pratiques adaptées de production.	1,0 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Côte d'Ivoire (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'appui au développement des filières agricoles)	Piliers 1 et 2. Fournir du matériel pour la production et les activités après récolte, y compris des mini-tracteurs, et un appui au transport pour les organisations de producteurs de riz. Fournir également des intrants pour l'élevage, et mener une vaste campagne de vaccination.	0,6 million d'USD
Djibouti (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de gestion des eaux et des sols)	Pilier 1. Fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraîchères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche.	0,4 million d'USD
Érythrée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet national de développement de l'agriculture)	Piliers 1 et 2. Distribuer des semences et du matériel, dont des pompes à eau pour l'irrigation, fournir des intrants pour l'élevage et organiser des formations sur les pratiques adaptées de production. Appuyer la commercialisation des produits en mettant à disposition des sacs d'entreposage, des bidons à lait et une assistance en matière de transport.	0,4 million d'USD
Eswatini (projet autonome mis en œuvre par la FAO)	Piliers 1 et 2. Fournir un cofinancement à un projet FAO-PAM financé par le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement. Le projet permettra de fournir des intrants, de favoriser les liens avec les marchés, de prendre en charge les frais de transport, d'apporter une subvention en capital aux fournisseurs et de mener des actions de sensibilisation à la COVID-19.	0,3 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
Eswatini (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché)	Piliers 1, 2 et 4. Subventionner l'achat d'intrants pour la production de légumes riches en nutriments, apporter un appui technique à la production et promouvoir des innovations agricoles climatiquement rationnelles. Organiser par ailleurs des séances d'information sur la COVID-19 et actualiser les plateformes de commercialisation en ligne existantes. Appuyer les activités après récolte en mettant à disposition des	0,4 million d'USD

	séchoirs solaires et en formant les agriculteurs à leur utilisation (en faisant appel à de jeunes formateurs).	
Éthiopie (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation)	Piliers 1, 2 et 3. Proposer divers types d'appuis, notamment la distribution de coupons permettant d'obtenir des intrants, des dispositifs « travail contre rémunération », une aide à l'entreposage et au transport de marchandises, ainsi que la fourniture de matériel de protection et l'organisation d'activités de sensibilisation.	2,2 millions d'USD
Gabon (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement agricole et rural)	Pilier 1. Appuyer les coopératives de production de volaille et les éleveurs de porcs et de moutons en leur fournissant des intrants (y compris des aliments pour animaux, des bâtiments d'élevage et d'autres équipements), et les former aux pratiques adaptées de production et à la gestion financière.	0,4 million d'USD (plus 49 000 USD de cofinancement)
Gambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement d'organisations résilientes au service d'une agriculture porteuse de transformation)	Piliers 1 à 4. Cibler en priorité les femmes et les jeunes travaillant dans les jardins potagers, fournir des intrants pour la production végétale et animale et assurer des transferts monétaires numériques, appuyer le transport des produits jusqu'aux marchés dans des conditions adéquates de sécurité et d'hygiène, et fournir du matériel pour assurer la continuité des opérations de tous les acteurs du marché. Établir une application de téléphonie mobile polyvalente pour les informations commerciales, la formation et d'autres usages.	0,6 million d'USD
Guinée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet en faveur de l'agriculture familiale, de la résilience et des marchés en Haute-Guinée et en Moyenne-Guinée)	Piliers 1 à 3. Par l'intermédiaire des organisations paysannes, mettre à disposition des kits de production en partenariat avec des fournisseurs privés, ainsi que du matériel de production et de protection, une assistance technique et des formations sur les pratiques adaptées de production, ainsi que des informations sur la commercialisation et les marchés. Fournir du matériel de transport et injecter des fonds au profit des prestataires de services financiers locaux.	1,2 million d'USD
Guinée-Bissau (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement économique des régions du Sud)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, une assistance technique, des formations, du matériel de protection et des kits d'hygiène, et créer des émissions de radio nationales pour diffuser des informations sur les prix pratiqués sur les marchés, ainsi que sur l'état de l'offre et de la demande dans certaines filières.	0,8 million d'USD
Kenya (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir, notamment aux producteurs de pommes de terre, des coupons électroniques pour l'acquisition d'intrants, des formations sur les pratiques adaptées de production, et des informations numériques sur les conditions météorologiques et les techniques d'amélioration de la production. Par ailleurs, faciliter la commercialisation groupée, fournir un appui au stockage et connecter les agriculteurs aux plateformes de marché numériques.	1,9 million d'USD (plus 1,5 million d'USD de cofinancement)
Lesotho (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et l'Association nationale des producteurs de laine et de mohair du Lesotho)	Pilier 1. Fournir des intrants aux producteurs de laine et de mohair, en particulier des intrants de production pour nourrir les animaux et, ce faisant, maintenir la taille et la qualité des troupeaux.	0,7 million d'USD (plus 0,8 million d'USD de cofinancement)
Liban (projet autonome mis en œuvre dans le cadre du Projet d'agriculture intelligente face aux changements climatiques: renforcement des capacités d'adaptation des communautés rurales libanaises, financé par le Fonds pour l'adaptation et supervisé par le FIDA)	Pilier 1. Fournir des intrants aux producteurs en serre, notamment des feuilles de plastique permettant de collecter l'eau de pluie.	0,2 million d'USD
Libéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'élargissement de l'arboriculture)	Pilier 1. Fournir des intrants et du matériel, et assurer une formation pour la production de riz, de manioc et de légumes.	1,1 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Madagascar (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche)	Piliers 2 et 4. Améliorer les installations d'entreposage après récolte et de commercialisation, mettre en place un fonds renouvelable à l'intention des organisations paysannes afin qu'elles puissent organiser des ventes collectives dans les zones urbaines et périurbaines, et	1,8 million d'USD (plus 59 000 USD de cofinancement)

	établir une plateforme numérique d'information sur les prix et les débouchés commerciaux.	
Malawi (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de production agricole durable)	Piliers 1, 2 et 4. Mettre à disposition des intrants agricoles en collaboration avec un fournisseur privé; proposer à l'administration un appui et des services de vulgarisation en ligne concernant la certification des semences produites par les organisations paysannes à l'aide d'un système numérique permettant d'accroître l'efficacité. Fournir des informations sur le marché, et contribuer à la recherche de débouchés pour les plantes cultivées et au transport des produits jusqu'aux marchés, ainsi qu'au regroupement de la production. Mettre en œuvre un programme de transmission d'animaux d'élevage.	1,4 million d'USD (plus 69 000 USD de cofinancement)
Mali (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux)	Piliers 1 à 4. Apporter un appui aux jeunes travaillant dans de petites et moyennes entreprises, notamment en subventionnant le coût du rééchelonnement des paiements d'intérêts au titre des prêts accordés par des institutions de microfinancement, et en fournissant l'équivalent de trois mois d'intrants. Fournir des informations sur le marché en encourageant les réseaux de praticiens et en partageant des informations sur les débouchés commerciaux, ainsi que des conseils techniques via WhatsApp.	1,0 million d'USD
Mauritanie (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion durable des ressources naturelles, d'équipement communal et de structuration des producteurs ruraux)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des semences certifiées de variétés résilientes face aux changements climatiques, du matériel, des intrants pour l'élevage et des services vétérinaires, ainsi qu'un appui technique et une formation sur les pratiques de production. Diffuser en outre des informations sur les disponibilités d'intrants, les services vétérinaires et le marché par des spots radio, des SMS et des plateformes numériques.	0,7 million d'USD
Mozambique (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives)	Piliers 1 à 4. Fournir une série d'appuis: intrants pour la production de variétés riches en nutriments, éducation à la nutrition, kits sanitaires pour la commercialisation, données météorologiques et commerciales, matériel de stockage, nouveaux pôles de regroupement, assistance technique aux organisations paysannes pour l'élaboration de plans d'entreprise et l'accès aux financements. Appuyer l'accès aux services d'information numériques.	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Népal (projet autonome mis en œuvre par Agriculture Development Bank Limited)	Piliers 3 et 4. Aider les banques locales à développer leurs services numériques avec le déploiement d'une nouvelle application associant une carte de crédit et un téléphone mobile et permettant des transferts d'argent et d'informations, et la mise en place d'un traitement automatisé des prêts.	1,2 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement)
Niger (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, notamment des semences et du matériel de pompage de l'eau, ainsi que du matériel de traitement et de conservation des produits agricoles.	1,5 million d'USD
Nigéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement des filières)	Piliers 1, 2 et 4. Mettre en place, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des mesures de relance de l'agriculture, des kits d'intrants résilients et des formations sur les pratiques de production. Relier également les agriculteurs à la plateforme existante de commercialisation en ligne.	1,1 million d'USD
Nigéria (projet mis en œuvre par l'intermédiaire du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)	Pilier 1. Livrer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des kits contenant des intrants et des produits adaptés, notamment des semences de variétés résilientes face aux aléas climatiques, à haut rendement, à germination rapide et hautement nutritives.	0,9 million d'USD (plus 1,3 million d'USD de fonds réaffectés à partir du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)
Ouganda (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services)	Piliers 3 et 4. Soutenir les groupes d'épargne et de crédit locaux en leur accordant des dons monétaires associés à un appui au renforcement des capacités de gestion, et en fournissant des services de vulgarisation portant sur les	2,1 millions d'USD (plus 53 000 USD de cofinancement)

financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	technologies numériques (y compris les coûts liés à Internet).	
Pakistan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche)	Piliers 1, 3 et 4. Effectuer des transferts monétaires pour l'achat d'intrants, au moyen de portefeuilles électroniques programmés pour permettre exclusivement l'achat d'intrants auprès de fournisseurs sélectionnés.	2,4 millions d'USD
Palestine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion résiliente des terres et des ressources)	Piliers 1 et 2. Distribuer des semences et des engrais aux petits producteurs, et appuyer le regroupement des produits agricoles et l'établissement de liens entre les agriculteurs et les acheteurs.	0,6 million d'USD (plus 60 000 USD de cofinancement)
Papouasie-Nouvelle-Guinée (projet autonome mis en œuvre par l'Agence de développement des produits frais et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage)	Piliers 1, 3 et 4. Fournir des intrants gratuits directement aux exploitations, prendre en charge la contribution de 10% requise pour l'accès au prêt consenti dans le cadre du Projet de marchés pour les paysans villageois (en cours); mettre à la disposition des opérateurs de transport locaux un fonds de roulement pour assurer la continuité du service, et faciliter l'accès à une plateforme numérique répertoriant les prix du marché.	0,7 million d'USD
République arabe syrienne (projet autonome mis en œuvre par le PNUD)	Pilier 1. Fournir des brebis gestantes et des aliments pour le bétail, ainsi que des semences, et d'autres intrants et outils agricoles essentiels.	0,5 million d'USD (plus 40 000 USD de cofinancement)
République centrafricaine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des kits agricoles aux exploitants et des lots d'animaux (petits ruminants) aux agropasteurs, ainsi qu'une aide à la location de tracteurs. En outre, aider les groupements d'agriculteurs à participer à la production collective et organiser des formations en ligne sur les pratiques adaptées de production.	1,4 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République démocratique du Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu)	Piliers 1 et 2. Fournir, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des intrants et une formation portant sur les pratiques adaptées de production. Soutenir l'accès aux marchés en assurant des moyens de transport et en améliorant les systèmes d'information sur les prix et les marchés.	1,2 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République-Unie de Tanzanie (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture)	Piliers 1, 2 et 4. Appuyer des réunions de planification d'avant saison dans les organisations paysannes pour déterminer les besoins en matière d'intrants et les objectifs de commercialisation pour la saison. Appuyer également l'achat de maïs par les pouvoirs publics auprès des petits exploitants, établir des liens entre les organisations paysannes et les acheteurs et créer une application de téléphonie mobile pour la communication d'informations liées aux intrants, aux ventes et aux formations.	2,0 millions d'USD
Rwanda (projet autonome mis en œuvre par l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales)	Piliers 1 et 2. Fournir des semences de maïs, de haricot et de pomme de terre, ainsi que des engrais, et appuyer l'accès au marché en garantissant l'achat de céréales et en mettant à disposition des installations d'entreposage.	1,4 million d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Sao Tomé-et-Principe (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la commercialisation, à la productivité agricole et à la nutrition)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants pour les activités de production et les activités après récolte, et assurer des formations portant sur la production végétale, animale et piscicole, ainsi qu'un appui à la commercialisation et au commerce en ligne.	0,4 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Sénégal [projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs (Agrijeunes <i>Tekki Ndawñi</i>)]	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants à prix subventionnés et du petit outillage aux producteurs de pommes de terre et de pastèques; renforcer les capacités des groupements de producteurs, et leur apporter un appui consultatif concernant les pratiques adaptées de production horticole et les modalités d'accès aux services numériques pour obtenir des informations sur le marché et prendre contact avec les fournisseurs d'intrants.	1,0 million d'USD (plus 1,1 million d'USD de cofinancement)
Sierra Leone (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants (y compris des semences de variétés à cycle court et à haut rendement) et des équipements nécessaires à la préparation des sols, appuyer l'amélioration des centres de collecte, et créer une plateforme numérique qui fera office de référentiel de vulgarisation et d'informations sur le marché.	1,1 million d'USD

Somalie (projet autonome mis en œuvre par l'Institut somalien pour le développement et la résilience)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants et du petit outillage pour la production végétale, animale et piscicole, ainsi que du matériel et des formations dans le but de réduire autant que possible les pertes après récolte et de créer de la valeur ajoutée. Organiser des opérations d'achat local auprès de groupements de petits exploitants.	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère fédéral de l'agriculture et des ressources naturelles)	Piliers 1 à 3. Fournir des intrants aux petits exploitants, notamment des semences de légumes pouvant être utilisées par les femmes dans les jardins potagers, et proposer des formations portant sur les pratiques adaptées de production, les pratiques après récolte et la gestion financière. Fournir des sacs hermétiques pour l'entreposage, apporter un appui aux centres de collecte et diffuser des informations sur la production et les marchés par SMS et par la radio. Injecter des fonds à destination des prestataires de services financiers locaux pour améliorer l'accès au crédit et permettre l'envoi et la réception de fonds.	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Vétérinaires sans frontières Germany)	Piliers 1 et 2. Fournir des semences, des filets de pêche, et du matériel et des installations après récolte (batteuses, silos, sacs hermétiques, installations d'entreposage et de réfrigération, etc.), et assurer des formations portant sur les technologies de production et les méthodes de manutention après récolte (cultures ciblées: mil, blé, sorgho, sésame, maïs, arachides et légumes).	1,4 million d'USD
Tchad (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité et de la résilience des exploitations agropastorales familiales)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, une formation et du matériel aux agriculteurs, aux producteurs de semences, aux éleveurs et aux jeunes entrepreneurs ruraux intervenant dans des filières déterminées. Fournir aussi un appui logistique au transport des produits agricoles vers les plateformes de regroupement et les marchés; un soutien à l'organisation de ventes groupées; des données et formations techniques visant à améliorer les capacités de stockage, de conditionnement et de commercialisation.	1,8 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Togo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques)	Pilier 1. Fournir un appui aux maraîchers sous forme d'intrants (notamment de kits d'irrigation) et de formations.	1,0 million d'USD
Yémen (projet autonome mis en œuvre par le Fonds social de développement)	Pilier 1. Selon les besoins, fournir des intrants et des actifs à titre gracieux pour la production horticole et animale, tout en proposant des formations sur les pratiques adaptées de production.	0,8 million d'USD
Zambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'investissement renforcé en faveur de l'élevage paysan)	Piliers 1, 2 et 4. Assurer des formations vétérinaires à distance et la diffusion de messages sur la COVID-19, parallèlement à d'autres services vétérinaires. Créer une plateforme Web de surveillance et de partage d'informations axée sur la prévention des maladies du bétail, fournir des lots d'animaux d'élevage (lapins, poulets et chèvres), des forages équipés de pompes à énergie solaire pour le lavage des mains, ainsi que des cages à lapins. Appuyer aussi la création d'un système d'assurance bétail indicelle.	1,5 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement)
Zimbabwe (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de relance de l'irrigation paysanne)	Piliers 1 et 2. Fournir des lots d'intrants à forte densité nutritionnelle, ainsi que des équipements de protection individuelle de base. Établir des liens entre les agriculteurs et les acheteurs et les marchés fiables, et promouvoir l'adoption de technologies d'après récolte.	1,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

Remarque: les contributions au Mécanisme de relance ont également été utilisées pour cofinancer des projets de plus grande ampleur comprenant une composante d'action face à la COVID-19 en Côte d'Ivoire et au Yémen. En Côte d'Ivoire, 0,7 million d'USD provenant des ressources du Mécanisme de relance ont été consacrés au Projet d'appui d'urgence à l'agriculture, tandis qu'au Yémen 3 millions d'USD ont été alloués au titre du Mécanisme de relance au Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural.

Vue d'ensemble des activités d'appui aux politiques et aux analyses

<i>Pays</i>	<i>Activités</i>
Afrique du Sud	Évaluation des conséquences de la COVID-19 pour les ménages ruraux et les petits paysans, afin d'étayer les travaux du Gouvernement sud-africain et de l'équipe de pays des Nations Unies.
Bangladesh	Deux séries d'évaluations rapides menées en collaboration avec la FAO au sujet des effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires et agricoles à l'échelle nationale.
Bolivie (État plurinational de)	Réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires, à partir d'une segmentation sectorielle, pour concevoir une stratégie de relance du secteur agroalimentaire du pays à moyen et à long terme.
Brésil	Série d'études destinées à mettre à l'essai des méthodes d'assistance technique à distance, d'inclusion numérique et de commercialisation durant la pandémie aux fins de l'élaboration des politiques et des opérations de projet.
Burundi	Évaluation commune des conséquences de la pandémie de COVID-19 par les organismes ayant leur siège à Rome (OSR) présents dans le pays et formulation de recommandations.
Chine	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19. Le FIDA a également dirigé une évaluation sur les répercussions de la pandémie dans l'économie rurale et a procédé dans une note de cadrage à une méta-analyse du sujet.
Côte d'Ivoire	Analyse et étude en cours pour éviter que la COVID-19 n'exacerbe la crise du prix de la viande dans le pays.
Égypte	Évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole réalisée par le FIDA, la FAO, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Par ailleurs, participation à plusieurs groupes nationaux chargés d'élaborer des mesures de riposte à la COVID-19, et contribution à plusieurs autres analyses en cours.
Équateur	Analyse des effets de la COVID-19 sur l'agriculture du pays, l'accent étant mis sur les petits producteurs. Résultats communiqués au Gouvernement.
Érythrée	La FAO et le FIDA ont apporté un appui à l'équipe de pays des Nations Unies concernant l'évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Érythrée.
Éthiopie	Collaboration du FIDA avec la FAO, le PAM, l'Organisation internationale du Travail, l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre d'une analyse commune du pays qui enrichira la publication de l'Organisation des Nations Unies consacrée aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Éthiopie.
Fidji	Étude d'impact réalisée en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON).
Guatemala	Pilotage de l'élaboration d'une note de synthèse intitulée « Agriculture familiale et alimentation scolaire, une synergie efficace pour le développement local et un instrument utile face à la situation provoquée par la COVID-19 au Guatemala ».
Guinée-Bissau	En collaboration avec la FAO, le PAM et le PNUD, rédaction de trois chapitres de l'évaluation des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 réalisée par l'Organisation des Nations Unies.
Honduras	Étude menée en collaboration avec le Gouvernement hondurien sur les moyens de relancer le secteur agroalimentaire pour assurer son redressement après la pandémie.
Inde	En collaboration avec la FAO, évaluation des répercussions de la COVID-19 dans le contexte de l'après-confinement.
Iraq	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Jordanie	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Kenya	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Lesotho	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, réalisation d'une évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 et d'une étude destinée à éclairer l'élaboration de nouveaux protocoles de sécurité sanitaire dans le secteur alimentaire.
Maroc	En collaboration avec la FAO, préparation d'une étude économique des effets de la COVID-19 sur le secteur agricole.

Mexique	Contribution à l'élaboration de la stratégie nationale après-COVID-19 en collaboration avec la FAO, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et la Banque mondiale.
Mozambique	Réalisation de plusieurs études permettant d'étayer l'élaboration d'interventions dans les domaines de l'accès aux marchés et de la production de poissons, de petits animaux et de volailles dans les zones rurales et périurbaines.
Myanmar	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
Namibie	En collaboration avec le PAM, analyse visant à combler le déficit en nutriments destinée à étayer les analyses de pays de l'équipe de pays des Nations Unies et les mesures prises par les pouvoirs publics pour appuyer le secteur agricole et la réalisation des objectifs de développement nationaux.
Nigéria	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur les moyens d'existence liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.
Pakistan	Production avant la fin de 2021, dans le cadre d'un groupe de travail regroupant la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le FIDA, la FAO et l'IFPRI, de plusieurs notes d'orientation visant à appuyer le relèvement après la COVID-19.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Participation active du FIDA au Groupe de la sécurité alimentaire du pays, appui à la coordination et à la planification de la riposte nationale à la COVID-19, et cofinancement, en coopération avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de l'élaboration et de la publication d'un bulletin sur les prix des produits alimentaires.
Pérou	En collaboration avec la FAO et le PAM, réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires et la production, et formulation de recommandations à l'intention du Ministère de l'agriculture et du Ministère de l'économie et des finances.
Philippines	En collaboration avec la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur les moyens d'existence ruraux, les chaînes de commercialisation de produits agricoles et la sécurité alimentaire.
Région du Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)	Collaboration avec le PAM à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité à l'aide de la téléphonie mobile, par un examen des outils techniques et avec la participation de groupes d'informateurs clés, en vue de remédier aux répercussions économiques à long terme de la COVID-19. Par ailleurs, en collaboration avec le CTA et la société TraSeable Solutions aux Fidji, au Samoa et dans les Îles Salomon, réalisation d'une étude pilote relative à une application de collecte de données sur les effets de la COVID-19 sur les principaux produits de base.
Région du Pacifique	Avec la FAO, le PAM et l'UNICEF, parmi un ensemble de mesures prises par le système des Nations Unies pour atténuer les effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires dans les îles du Pacifique, analyse des gains à escompter d'un investissement dans l'agriculture du point de vue de la santé, des moyens d'existence de substitution, de l'autonomie alimentaire et économique et de la résilience.
République démocratique populaire lao	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
République-Unie de Tanzanie	Synthèse des observations recueillies sur les effets de la COVID-19 sur l'agriculture et les systèmes alimentaires, et réalisation d'une analyse utilisant les données sur les prix pour évaluer l'incidence de la COVID-19 sur les marchés céréaliers.
Samoa	Étude d'impact fondée sur des données, en collaboration avec le CTA, le PIFON, le Bureau des statistiques du Samoa et la FAO.
Soudan du Sud	Évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.
Tadjikistan	En collaboration avec la FAO, réalisation d'une étude préalable au bilan commun de pays concernant le secteur rural pour enrichir le bilan commun multisectoriel qui débouchera sur le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du pays.
Tonga	Étude visant à évaluer la vulnérabilité du groupe cible de la deuxième phase du Projet d'innovation rurale aux Tonga, du point de vue de l'approvisionnement en produits alimentaires et en semences.
Tunisie	Deux études menées en collaboration avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits producteurs et les filières agricoles stratégiques.
Turquie	En collaboration avec la FAO et le PNUD, évaluation des répercussions de la COVID-19 sur le secteur rural pour étayer une étude d'impact multisectorielle plus large menée par l'équipe de pays des Nations Unies (publication proche).
Venezuela (République bolivarienne du)	Élaboration de notes d'orientation sur les politiques et les programmes pour guider l'élaboration par les pouvoirs publics et les partenaires de développement de mesures de riposte à la COVID-19, en s'appuyant sur les directives de la FAO en matière de suivi, de prévision et d'évaluation.

Viet Nam	En collaboration avec la Banque asiatique de développement, aide apportée à l'Institut de politique et de stratégie pour l'agriculture et le développement rural du Ministère de l'agriculture et du développement rural pour la réalisation d'un sondage national sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits exploitants agricoles.
Zambie	Soutien à une récente étude dirigée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les effets socioéconomiques de la COVID-19 dans le pays au stade tardif de la pandémie et sur les meilleurs moyens de relance.